



Bilan du voyage d'aout septembre 2021

**Thème : OUORO – GUIRGO – LA**

Lors de nombreuses rencontres sur place, nous avons pu faire le tour d'un certain nombre de dossiers en cours que nous aborderons ici de façon thématique

***Association des Usagers de l'Eau (AUE)***

Ce fut le gros dossier des années 2020 et 2021 qui a nécessité à la fois :

- des séances de **sensibilisation et de formation** pour reconstituer une AUE opérationnelle en mesure de prendre en charge, avec notre appui, la maintenance des points d'eau du village
- une **géolocalisation des points d'eau** et des **expertises techniques** afin de disposer de données fiables

Cette phase est désormais achevée et la nouvelle AUE a pu lever cette année des cotisations exceptionnelles et établir **un programme d'urgence portant sur 5 forages** à réparer en priorité.

A cette étape, le vrai défi est donc de créer une relation de confiance entre la nouvelle AUE, la population locale et notre intervention, afin d'effacer la mémoire des années d'inaction dans le domaine de la maintenance des points d'eau.

De ce fait, certaines décisions ont été prises :

- **lancer la campagne de remise en état des forages prioritaires** pour montrer que nous tenons nos engagements (financement à hauteur de 70% des travaux pour nous et 30% pour l'AUE). Mi-septembre, 4 des cinq forages avaient été remis en état, le cinquième est en attente de la finalisation de la levée des contributions exceptionnelles, mais devrait être remis en état d'ici la fin de l'année 2021 ;
- Envisager la tenue d'ici octobre de **réunions de CR du travail de l'AUE par quartiers** en impliquant tous les membres du Bureau de l'AUE afin de rendre compte des travaux effectués et projetés
- Tenir **une première AG de l'AUE** d'ici fin octobre qui puisse donner des informations claires sur les recettes et les dépenses de l'AUE, mais aussi sur l'engagement de Mil'Ecole



Lors de notre passage à OUORO, le 9 octobre, nous avons pu dialoguer avec les membres du Bureau de l'AUE. 5 des 6 membres du Bureau étaient présents (un excusé en raison du transfert vers l'hôpital de Koudougou d'un membre de sa famille). Le Bureau nous a ainsi confirmé **avoir procédé cette année à une levée de fonds exceptionnelle, encore en cours**, qui a donc permis de lancer des travaux sur 4 des 5 forages définis par eux-mêmes comme prioritaires.



Surtout, le Bureau nous a informé sur le système de cotisations régulières qui sera mis en place dès février 2022 :

- **Une cotisation individuelle fixée à 250 FCFA par personne** et par an (adultes comme enfants) utilisant un point d'eau : cela représente donc 40 cents d'euro par personne, donc 4 euros annuels pour une famille de 10 personnes...l'inconnue reste le nombre d'habitants du village (les recensements sont rares au Burkina), les derniers chiffres datent et intègrent de plus la population de Ouettin, village proche...mais a priori on peut partir sans trop de risque sur une base minimale de 8 000 personnes...soit une cotisation possible avoisinant les 2 millions de FCFA : pour mémoire la remise en état cette année des 5 forages en panne est proche de cette somme...Il est donc possible après nos interventions étalées sur trois ans, d'envisager dans ces conditions une autonomisation de l'AUE
- De plus, l'AUE a prévu **des contributions spéciales pour les forages institutionnels** :
  - o Le **CSPS (centre de santé)** s'est engagé à verser une cotisation volontaire à l'AUE (dont la somme n'est pas encore connue)
  - o Dans le cas des **deux forages scolaires**, il a été décidé de prélever sur les cotisations APE (association des parents d'élèves) 50 FCFA par élève (environ 8 cts d'euro) qui seront reversés à l'AUE...ce qui transfère la maintenance des forages vers l'AUE et non sur les APE
  - o Enfin, **un système de cotisation exceptionnelle** est à l'étude pour ceux qui prélèveront de l'eau dans le cadre de chantier de construction ou pour abreuver leur bétail...

### **Dispositif SECCA (système d'épargne communautaire et de crédit autogéré)**

Sur ce dispositif phare de nos actions à Ouoro pour améliorer les revenus des familles, nous avons tenu une réunion spécifique avec l'animateur, M. BADOLO, le 7 septembre à Koudougou.



Nous avons pu ainsi faire le point sur les choses suivantes :

- Une formation s'est déroulée en décembre dernier afin de définir avec les responsables de chaque groupe d'épargne (le président, le trésorier et 2 secrétaires) une traduction des registres en mooré (langue nationale) facilitant l'autonomisation des groupes : il a été vérifié que chaque groupe dispose parmi ses responsables au moins une personne alphabétisée

- Selon M. BADOLO, un suivi reste pour le moment nécessaire au moins une fois par mois (au moment des remboursements et des prêts), en raison de la difficulté à gérer la comptabilité (le système de compte en langue nationale est très complexe) : ce suivi sera autofinancé par les groupes d'épargne...Sur ce plan le système est donc devenu autonome dès sa troisième année de fonctionnement !

- **Les effectifs sont en recul cette année**, en raison de la concurrence d'un autre système d'épargne animé par l'**ONG Plan International**, un programme qui cible les femmes enceintes afin de promouvoir une épargne favorisant la scolarisation de leurs enfants : c'est ainsi qu'aucun groupe SECCA ne fonctionne cette année au sein de groupement Namanebgzanga et que les groupements Wendlakonta et Watinooma ne compte plus qu'un seul groupe d'épargne. Au total, pour cette troisième année, 228 personnes ont participé au dispositif SECCA, contre 287 l'an dernier...Mais M. BADOLO est persuadé que de nombreuses personnes y reviendront car le dispositif de Plan international est basé sur des cotisations fixes et un fonctionnement mois flexible...

- Bonne nouvelle aussi, **certains groupes sont désormais mixtes**, des hommes sont donc entrés dans ce système d'épargne. Ayant débuté en août dernier, les groupes, d'un commun accord ont décidé de répartir l'épargne valorisée début octobre. Aux dernière nouvelles, la répartition aurait permis de ventiler **une épargne valorisée de l'ordre de 11 M de FCFA**, cad une somme voisine de celle distribuée l'an dernier avec 60 personnes de moins, ce qui témoigne d'un beau dynamisme et d'une belle efficacité de ce dispositif.

- On en sait aujourd'hui davantage sur **les règles de fonctionnement du dispositif** :

\* les groupes se réunissent chaque semaine : aucun minimum d'épargne hebdomadaire n'est exigé, est juste défini un montant « cible » de 400FCFA (environ 60 cts) et un plafond de 2 000 FCFA (env. 3 euros)

\* pour les prêts, la limite est fixée à trois fois le montant de l'épargne personnelle

\* les intérêts sont de 5% avec trois échéances mensuelles et une durée maximale de 3 mois pour le remboursement du capital emprunté...mais rien n'interdit un remboursement du total dès le premier mois ou au deuxième mois. Il est alors possible de réemprunter.

\* dans chaque groupe d'épargne, le nombre plancher des membres est de 15 personnes, le plafond de 30 personnes

\* si des personnes, en fin de dispositif, n'ont pas remboursé leurs prêts, les sommes dues sont décomptées individuellement de l'épargne accumulée : un moyen efficace pour obtenir des remboursements réguliers !

### **Alphabétisation**

Ce dispositif est essentiel pour autonomiser les groupements, il est bien entendu prolongé pour les années à venir.

Il reste, d'ici octobre, à **faire le point sur les identités des personnes reçues à l'examen de 2021** : il reste en effet quelques zones d'ombre liées au fait que souvent il existe des différences entre les identités d'usage (dans le village) et les identités officielles...Il est donc important à l'avenir, lors des inscriptions des femmes de vérifier avec plus de précision les identités officielles.



Nous avons tenté de mettre sur pied **l'organisation du dispositif d'alphabétisation sur les trois prochaines années**, en tenant compte du fait que le processus ne saurait s'arrêter à la seule phase d'alphabétisation formelle, mais doit être complétée par des sessions complémentaires qui entretiennent sur la durée la vérification des compétences acquises. C'est d'autant plus important que dans les prochaines sessions d'alphabétisation formelle, **le MENA-PLN a décidé de ne plus faire cela sur deux ans (deux sessions de 45j), mais sur une seule année (une session de 90j)**. Le dispositif nouveau va délivrer un diplôme et non une simple attestation, c'est certes une avancée...mais cela pose aussi de nombreux problèmes : difficile en milieu rural de mobiliser des femmes sur 90 jours en raison des tâches ménagères et agricoles à assumer, complexe aussi de clore de l'alphabétisation au bout d'une année (le risque de perte des compétences est alors à notre sens plus élevé). Mais comme cette règle va s'imposer, nous devons imaginer des stratégies pour consolider les compétences acquises.

D'où le dispositif suivant imaginé :

- **En 2022**, nous organiserons avec les 30 femmes qui viennent de passer leur examen en 2021 dont 20 avec succès et nommé GROUPE 2, **une session sur 45 jours d'alphabétisation fonctionnelle** (cad des séances à thème sur le fonctionnement des groupements, la santé, l'agriculture et l'élevage...etc) et de renforcement des capacités (ce qui devraient permettre aux 10 femmes ne disposant pas encore d'attestation de se représenter à l'examen de validation).

- Parallèlement, pour les 31 femmes du tout premier groupe d'alphabétisation, nommé GROUPE 1, nous organiserons **une session de renforcement des compétences sur une durée d'une trentaine de jours** qui devrait permettre à la fois de s'approprier les textes réglementaires des groupements que nous venons de faire traduire en moorè, mais aussi d'organiser des séances de révision sur la lecture et le calcul (chose complexe en moorè),
- **En 2023**, nous lancerons le recrutement **d'un troisième groupe de 30 femmes**, nommé GROUPE 3. Il inaugurera le nouveau dispositif réglementaire sur 90 jours
- Parallèlement, le GROUPE 2, entrera dans une session de renforcement des compétences pour une session d'une trentaine de jours
- **En 2024**, le GROUPE 3, suivra, lui, une session de 45 jours d'alphabétisation fonctionnelle et de renforcement de ses capacités

### ***Les autres sujets abordés lors de nos rencontres.***

#### *Elevage solidaire*

En fin d'année 2021 va se dérouler un double transfert de volailles et de chèvres. Dans cette perspective, il reste une question à régler : le groupement masculin d'éleveurs étant doté pour tous ses membres, il convient dans un souci d'équité de prévoir un dispositif spécifique de transfert pour 3 éleveurs de volailles et 3 éleveurs de chèvres.

La piste explorée est la suivante : le transfert pourrait se faire en direction du comité de pilotage qui pourrait ainsi en tirer quelques ressources pour disposer d'un budget de fonctionnement.

Nous avons aussi discuté de **l'absence de représentants du groupement Sougrinooma lors de la formation sur la nourriture du bétail** (pois d'angole et moringa) : les explications sont nombreuses, les membres du groupement disent ne pas avoir été mis au courant (mais l'info avait été donnée lors d'une réunion de l'AUE où chaque groupement est représenté, ainsi que sur le marché toujours très fréquenté)...il est aussi possible que la succession de reports de cette formation ait donné lieu à ce couac en termes de communication...on fera le point lors de l'AG des groupements que nous tenterons de tenir lors de notre prochain passage à Ouoro.

#### *Autre AGR (Activités génératrices de revenus)*

C'est clairement **un secteur sur lequel les succès de nos actions restent contrastés et trop peu efficaces**. La seule AGR qui semble fonctionner correctement c'est **la fabrication de soubala**. Pour **la transformation du karité**, les deux groupements impliqués se limitent souvent à la collecte de noix de karité, revendues à des courtiers (donc avec une assez faible valeur ajoutée) et les produits transformés se limitent souvent à une consommation familiale ou aux besoins du petit marché local de Ouoro. Enfin **les deux programmes d'embouche** ont soit débouché sur un échec (embouche porcine), soit sur des résultats très modestes en termes de rentabilité et de continuité...Là aussi nous ferons le point lors de la prochaine AG.

#### *Sensibilisation aux questions relatives à la natalité et à la population.*

Mission a été donnée à nos correspondants de **mettre en place ce dispositif pour le dernier trimestre 2021** (entre octobre et décembre), nous ferons le point lors de notre prochain passage. Il est à noter que le SG de la commune de Sourgou nous a exprimé son souhait de voir l'opération être renouvelée.

De plus, nous venons d'apprendre que ce projet avait été retenu dans le cadre de l'appel à projet **PIRA 2021** organisé par le réseau des Banques Populaires du Grand Est, et qu'ainsi une grande partie de son financement était acquise.

### Points divers

- Il a été redit que nous n'étions pas fermés à des propositions de renouvellement de matériel agricoles sur une base de co-financement à 30/70%
- Le **concours sur les foyers améliorés** pour en relancer l'installation devrait se tenir d'ici la fin de l'année 2021, par contre le **concours sur le compostage et le fourrage** se fera, lui, courant 2022
- **Le moulin tourne de façon satisfaisante**, nous avons redit qu'il convenait que d'ici fin octobre, un versement de remboursement de prêt sur l'exercice 2020 devait être fait vers nos correspondant et qu'il serait bon d'évaluer ce qui pourrait être remboursé sur l'exercice 2021 au début de l'année 2022
- Nous avons transmis à nos correspondant une copie de la demande de subvention déposée auprès de l'agence des micro-projets sur **le projet WARRANTAGE** pour l'année 2022, nous verrons en fonctions des réponses comment inscrire ce projet au budget 2022
- **Une commande de matériel scolaire** pour le collège de GUIRGO et l'école primaire de LA B a été lancée à hauteur de 950 €
- Nous avons pu visiter **le chantier co-financé par Mil'Ecole** et les APE de LA B sur **le logement des instituteurs** et depuis nous avons reçu des photos soulignant le quasi-achèvement de ce chantier que nous inaugurerons et réceptionneront lors de notre prochain passage
- Enfin, il a été procédé à **la signature d'une convention de partenariat** nous associant à la fois à nos correspondants locaux et au président du comité de pilotage villageois



Voir aussi sur notre site

[Les principales formations et activités développées sur Ouoro](#)

<http://www.milecole.org/>